

Dans le cadre de cette étude, le recours aux technologies de l'information et des communications a été analysé sous deux angles : d'une part, la préparation et l'exécution des programmes de perfectionnement professionnel des enseignants, d'autre part, la formation des enseignants à l'utilisation efficace de ces techniques comme outil d'apprentissage.

Sept pays, dont le Canada, ont préparé un rapport sur les tendances et les questions actuelles, rapport qui a fait l'objet d'un atelier sur l'éducation tenu à Toronto en décembre 1999. Les pays participants ont pu présenter leurs meilleures pratiques, dont cinq ont été documentées et présentées (de chaque région) montrant l'étendu de divers programmes. Les participants ont vu des pratiques exemplaires qu'ils pourraient appliquer dans leurs propres contextes. Le rapport du Canada a été coordonné par le Conseil des ministres de l'éducation (Canada), et l'atelier a été organisé sous l'égide du CMEC conjointement avec Développement des ressources humaines Canada.

Tout juste avant la tenue de l'atelier, le CMEC a organisé un forum canadien sur le perfectionnement professionnel des enseignants dans le domaine des technologies de l'information et des communications. Ce forum a eu lieu à Toronto, en novembre 1999, avec la collaboration du Bureau des technologies d'apprentissage de Développement des ressources humaines Canada et de Rescol d'Industrie Canada. Au cours de ce forum, on a déterminé un vaste bassin de connaissances issues d'un certain nombre de perspectives, dont les décideurs, les responsables de formation et les fournisseurs de services pourraient s'inspirer pour vérifier les possibilités d'application de nouvelles approches dans leurs économies respectives. On a également créé un réseau d'expertise de l'APEC dans ce domaine et déterminé des possibilités de collaboration future pour l'exécution et l'évaluation de programmes d'insertion professionnelle à l'intention des jeunes qui risquent de se retrouver au chômage. On cherche actuellement les moyens de faire le suivi des recommandations formulées à l'occasion de ce forum.

En 1998, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a lancé un projet de 3,8 millions de dollars pour venir en aide à *L'école nouvelle d'Artibonite* à Haïti. Il s'agit d'un projet pilote visant à renforcer les capacités du gouvernement local dans l'éducation de base en améliorant la direction et la gestion administrative des écoles. La formation est offerte aux fonctionnaires de l'administration et de l'éducation ainsi qu'aux parents, pour qu'ils puissent participer plus efficacement à la prise de décision. Ce projet permettra également de créer un système d'administration scolaire décentralisé, pour les 40 écoles environ de la région d'Artibonite.

De plus, l'ACDI met actuellement en oeuvre un projet évalué à 5 millions de dollars réparti sur une période de cinq ans (2000-2004) au Guyana, en l'occurrence le Projet de formation des enseignants en éducation de base qui vise à améliorer la qualité de l'éducation fondamentale et à renforcer le système de formation des enseignants. Ce projet rejoint la politique du ministère guyanais de l'Éducation et son plan quinquennal (1995) qui recommande le recours au téléenseignement afin qu'au moins 80 p. 100 des enseignants du primaire et du secondaire puissent recevoir une formation d'ici 2000. Environ 40 p. 100 des enseignants du primaire n'ont pas les compétences requises (n'ont pas terminé leurs études secondaires) et n'ont suivi aucune formation pédagogique. En outre, environ 80 p. 100 sont des femmes.